

l'obtenir en jetant les premières bases d'une vaste solidarité ?

Ce fait économique ne doit pas être dissimulé, ne doit pas être amoindri, ne doit pas être exagéré non plus; mais il doit être envisagé tel qu'il est, et il est urgent d'y porter une attention sérieuse. Qu'on ne s'y trompe pas, c'est un premier pas vers un ordre nouveau, vers cet ordre entrevu par Jean-Jacques et formulé plus tard par quelques philosophes modernes : la prédominance du travail dans l'organisation sociale.

Il n'en est pas moins certain que jusqu'à ce jour, malgré les élévations successives des salaires, l'épargne ne s'augmente pas. Il y a plus de bien-être, la circulation, la consommation sont plus actives; mais il n'y a pas, en réalité, accroissement sensible dans ce qu'on appelle le revenu net ou le produit net.

Au bout de l'an, avec des gains doubles de ceux qu'on réalisait il y a vingt ans, on n'est pas plus avancé; on a joint les deux bouts, c'est le mot; c'est le mot vrai dans toutes les positions et dans presque toutes les familles, depuis le palais du ministre jusqu'au modeste appartement du plus petit employé. A plus forte raison, par conséquent, dans le ménage de l'ouvrier.

Les frais généraux nous dévorent ! En présence de ces frais généraux toujours croissants, et qui trouvent une partie de leur cause dans l'augmentation elle-même de tout ce qui est prix de temps et prix de travail, la plus-value du gain s'efface, et le problème, au lieu de marcher vers une solution facile, se complique de plus en plus.

De là cet état maladif dont la société est atteinte; de là les inquiétudes générales; de là les préoccupations particulières et le souci éternel du lendemain.

Notre vieille gaieté française a disparu. On ne sait plus rire, on ne rit plus.

On s'est créé d'immenses besoins, et on ne pense qu'à les satisfaire. Qui pis est, on veut les satisfaire tous !

Tel est l'état de chaque classe de la société française. Aussi tout le monde est-il préoccupé, aussi chacun est-il en quête, aussi chacun est-il soucieux. Ce mal a gagné tout le monde; le peuple lui-même devient grave; nous nous transformons matériellement et moralement à la fois.

Ce serait une erreur profonde de croire que l'élévation du prix des salaires sera capable de conjurer le mal. Par mille raisons que nous pourrions développer en temps utile, cette augmentation des salaires ne peut produire qu'un effet passager, un soulagement éphémère; car, nous ne saurions trop le répéter, une cherté enfante une cherté nouvelle, le renchérissement s'étend, grandit, se généralise et vient nécessairement à son tour des surélévations nouvelles. Tel est le cercle fatal où nous nous trouvons renfermés.

Si l'augmentation des salaires n'a pas pour conséquence immédiate et pour corollaire instantané la réduction des frais généraux qui nous dévorent, il faut s'attendre à la rupture de l'équilibre entre la production et la consommation.

Dans cette réduction devenue urgente, nous devons tous trouver cet excédent nécessaire, légitime, qui produira le bien-être vrai et l'accroissement du revenu net.

Mais que faut-il entendre par ces deux mots : *frais généraux* ? C'est ce que nous examinerons dans un prochain article.

PAULIN CAPERON.
(*Moniteur industriel*).

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

L'Agence Havas nous transmet les dépêches télégraphiques suivantes :

Marseille, 12 avril.
Le duc d'Edimbourg est arrivé hier soir, à bord du navire de guerre *Galathea*. Il a reçu à bord la visite de M. Leverh, préfet des Bouches-du-Rhône.

ITALIE.

Florence, 12 avril.
Au Sénat, le ministre public a prononcé hier un long réquisitoire dans lequel il a demandé la destitution de l'amiral Persano.

On croit, dit l'Italie, que le sénateur Campello acceptera le portefeuille des affaires étrangères.

Le comte Cibrario est de retour de Vienne.

ANGLETERRE.

Londres, 11 avril, 8 h. du soir.
Chambre des communes : lord Stanley, répondant à M. Forster, dit que sur l'invitation du Gouvernement français, un délégué britannique sera envoyé à la Conférence monétaire internationale, mais qu'il n'aura pas pouvoir d'engager la décision ultérieure de l'Angleterre.

Répondant à M. Osborne, le chef du Foreign Office dit qu'il a reçu de l'Espagne, au sujet du *Tornado*, de nouvelles communications qui ne sont pas satisfaisantes; mais on ne croit pas qu'elles soient définitives. Aucune réponse n'a encore été faite au sujet du *Queen-Victoria*.

Londres, 11 avril, 11 h. du soir.
Chambre des communes : lord Grosvenor, M. Patten et lord Elcho proposent d'ajourner après Pâques la discussion du bill de réforme. — Cette proposition est

vivement combattue par MM. Gladstone, Osborne et Bright. — M. Disraeli renouvelle la déclaration que le Gouvernement combattra les amendements de M. Gladstone. — La Chambre se constitue en comité pour examiner le bill de réforme.

M. Gladstone développe ses amendements. Il dit que son désir est de faire adopter un bon bill de réforme dans cette session, et, si c'est possible, avec le cabinet actuel. Mais il est plus important d'obtenir un bon bill que de maintenir un cabinet. Il attaque la base du bill qui est le paiement personnel des impôts. Il est indigne du Gouvernement d'avoir proposé une telle mesure; il serait plus indigne de la Chambre de l'accepter. M. Gladstone fait un appel au Gouvernement pour qu'il retire son projet, même à la dernière heure. Il termine en proposant un amendement qui ferait disparaître du bill l'obligation du paiement personnel des impôts. L'avocat-général répond à M. Gladstone.

Londres, 12 avril, 2 h. du matin.

Plusieurs orateurs, parmi lesquels MM. O'Donoghue, Coleridge et lord Cranbourne ont pris la parole en faveur des amendements de M. Gladstone.

MM. Henley et Hibbert, au contraire, ont soutenu le bill du Gouvernement. La discussion a été ajournée à ce soir vendredi.

Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre donne les résultats suivants : Augmentation : Comptes-particuliers, 1,374,460 liv. st. — Diminution : Encaisse métallique, 209,469 liv. st. — Compte du Trésor, 2,908,303 liv. st. — Portefeuille, 1,791,486 liv. st.

Falmouth, 11 avril.

Le paquebot *Guiding-Star*, parti de New-York le 30 mars, est arrivé avec 144 mille dollars pour la France.

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE

du Journal de Roubaix.

Paris, 11 avril.

Tout le monde ne se montre pas satisfait ici du refus des chambres d'écouter les interpellations relatives au Luxembourg, et l'on discute avec vivacité sur ce point : vaut-il mieux laisser au gouvernement une entière liberté d'action; ou bien serait-il plus avantageux que les chambres donnassent d'avance, soit un conseil, soit leur avis sur cette question du Luxembourg qui peut mettre le feu à l'Europe ou n'être qu'un incident diplomatique. Il n'est pas probable que les contradicteurs se mettent d'accord de sitôt : les uns approuvant, les autres regrettant le silence patriotique des chambres.

On dit que le télégraphe fonctionne activement entre les diverses capitales de l'Europe, les dépêches chiffrées se croisent en tous sens. Avant hier, M. de Moustier, après avoir conféré avec l'Empereur, a eu avec M. de Goltz un long entretien à la suite duquel des dépêches ont été expédiées à Berlin; cela ne nous apprend rien, si ce n'est que les négociations suivent leur marche naturelle. Il s'agit bien effet de négociations et non pas de congrès, ni même de conférence; et ce qui prouve bien que la réunion d'une conférence est même impossible, c'est que les puissances consultées prennent soin de formuler leur avis seulement sur la question de principe. Ce qui a en ce moment une véritable importance c'est l'attitude de la population luxembourgeoise. Evidemment elle désirerait conserver son indépendance et n'appartenir ni à la France ni à la Prusse, mais, mise en demeure de se prononcer entre les deux, il est devenu certain qu'elle voterait pour la France. Les manifestations de ces derniers jours ne nous laissent aucun doute à ce sujet. Il paraît qu'en Allemagne on s'en montre surpris et mécontent.

La baisse persiste à la Bourse et presque toutes les valeurs sont entrainées dans le même mouvement, la spéculation ne compte sur aucun incident nouveau d'ici à quelques jours. L'encaisse de la Banque qui est descendu de 9 millions depuis la semaine dernière est à 773 millions, prouve toujours, et malgré les dépenses provoquées par l'Exposition, une grande abondance de capitaux disponibles.

Quant aux bruits que l'on a fait circuler à la Bourse, après la panique de samedi dernier, ils ne peuvent causer que peu d'émotion. On démentait du reste la publication d'un ordre du jour belliqueux du général comte de Palikao, commandant l'armée de Lyon. Il en est de même pour un prétendu appel de la réserve. Mais il est croyable que les congés temporaires ne seront pas renouvelés, car on comprend que, dans les circonstances actuelles, l'administration de la guerre tienne à ne pas laisser de vides dans les cadres.

Les conseils de révision se réuniront ce mois-ci, selon l'usage.

M. Schneider inaugure aujourd'hui sa prise de possession du palais de la présidence : on dit, que des lettres d'invitation pour la soirée ont été adressées à tous les députés.

Le rapport sur le projet de dotation Lamartine a été déposé; il attribue au poète une rente de 25,000 fr., dont le capital sera distribué à ses créanciers après sa mort.

Le prince d'Orange a quitté Paris ce matin retournant à la Haye.

Il y a ce soir grande réception aux Tuileries.

Les ouvriers cordonniers sont en grève depuis avant hier.

Aujourd'hui a eu lieu la réunion des ouvriers tailleurs. La dernière assemblée comptait environ 7,000 assistants : on dit que celle-ci était encore plus nombreuse. Les délégués anglais avaient pu ajourner leur départ, grâce à une dépêche de Londres qui les autorisait à rester à Paris aussi longtemps que leur présence pourrait y être nécessaire. Ce matin on espérait que les résolutions prises dans la journée mettraient fin à la grève.

L'Empereur a passé, à deux heures, dans la Cour des Tuileries et sur la place du Carrousel, la revue des troupes récemment arrivées à Paris pour y tenir garnison. C'est une revue réglementaire, et aucun des princes présents à Paris n'y assistait : ce n'est donc pas en leur honneur, comme on l'avait annoncé, qu'elle avait été ordonnée. Il y avait parmi les curieux un grand nombre d'étrangers et surtout des Anglais qui ont vivement acclamé l'Empereur.

Il y avait à la même heure grande réunion à l'Institut pour la réception de M. Cuvillier-Fleury, comme membre de l'Académie Française. M. de Falloux, président, et c'est M. Nisard qui a répondu au récipiendaire.

Judi prochain doit avoir lieu la double élection de M. Jules Favre et du P. Gratry. Les deux candidats n'ont pas de concurrents. Cette double élection est le résultat d'une transaction ménagée depuis longtemps déjà.

La comédie de M. A. Belot, jouée hier au Vaudeville *Les Souvenirs*, a obtenu un franc et légitime succès. C'est une réaction contre les pièces à femmes et les scandales Benoiton.

CH. CAHOT.

Paris, 12 avril.

Il ne faudrait pas croire que le défaut de nouvelles politiques ou diplomatiques calme l'inquiétude du public, et même beaucoup de sincères amis du gouvernement regrettent que toute discussion ait été évitée dans les chambres, car ils croient que le gouvernement en eût acquis une force nouvelle. Il est facile de voir que les gouvernements de Prusse et de France usent en cette circonstance de procédés tout différents. Le premier, par des moyens plus ou moins occultes, surexcite le patriotisme allemand et provoque ses manifestations; il prétend subir la pression de l'opinion publique et n'être que le mandataire de la patrie allemande; il repousse toute responsabilité et affirme n'être qu'un instrument. Personne n'est dupe de cette tactique que dans le langage vulgaire on appellerait de l'hypocrisie : mais il est convenu que les gouvernements ne sont pas soumis aux lois morales qui régissent les individus et que voler une province en tuant cent mille hommes est acte d'héroïsme.

Le gouvernement français suit une voie différente. Il assume sur lui toute la responsabilité des événements, et il est certain que c'est sur le désir manifesté par lui que les interpellations des chambres ont été abandonnées ou tout au moins ajournées. Nous ne sommes donc pas de l'avis de ceux qui trouvent plus digne la conduite de la Prusse. Le gouvernement français se tait : cela vaut mieux que de mentir.

Aucun incident matériel ne s'est produit depuis deux jours : toutes sortes de bruits circulent; ils sont presque aussitôt démentis et d'autres leur succèdent. Les uns sont insignifiants; les autres auraient une extrême gravité s'ils pouvaient se vérifier, mais il est à remarquer qu'ils ne se contredisent pas, et que les rumeurs belliqueuses l'emportent par le nombre.

Du reste, cette incertitude se retrouve dans les faits intérieurs : ainsi voici qu'on parle de nouveau d'une dissolution du Corps législatif qui se séparerait après avoir confié au gouvernement les pouvoirs les plus étendus. On comprendrait une telle abdication que dans un cas de grave péril, et nous ne sachions pas que la patrie soit en danger.

Les amendements des membres de la majorité à la loi sur la presse et, notamment ceux de M. Mathieu, provoquent une très-vive émotion dans le monde du journalisme. Hier on disait que le projet de loi serait retiré, aujourd'hui on affirme qu'il n'en est rien; mais il paraît certain que le gouvernement serait disposé à accepter quelques mesures restrictives proposées par la commission. C'est à tort qu'on a voulu voir une preuve de dispositions rétrogrades du gouvernement dans les mesures de rigueur prises à l'égard de la *Liberté* et de l'*Avenir national*. Il paraît que l'interdiction de vente sur la voie publique a excité l'amour-propre des lecteurs, car on assure que la *Liberté* a hier augmenté son tirage de 2,300 exemplaires. D'ailleurs les deux journaux se vendent chez les libraires qui profitent ainsi du bénéfice que perdent les petits marchands des kiosques.

La Bourse a éprouvé aujourd'hui une réaction en hausse, ce qui tient d'abord à l'approche de la liquidation et à l'absence d'incidents connus dans la marche des négociations. On parlait d'une combinaison tendant à faire reconnaître par l'Europe la neutralité du Luxembourg; mais ce projet auquel les partisans de la paix rattachent leurs dernières espérances ne présente que bien peu de chances de réussite.

M. de Gramont s'est rendu ce matin chez M. de Moustier avec qui il a eu une longue entrevue. On persiste à croire ici, dans le cas d'une lutte entre la France et la Prusse, à une neutralité de l'Autriche bienveillante pour la France.

Le roi des Belges qui a visité hier et aujourd'hui l'Exposition ne partira, dit-on,

de Paris que dimanche ou lundi. Jusqu'à présent on ne signale pas un nombre bien considérable d'étrangers arrivés à Paris. On attend vraisemblablement le mois de mai ou de juin. D'ailleurs ce n'est guère que vers le 1^{er} mai que l'Exposition sera dans toute sa splendeur.

CH. CAHOT.

Le bilan de la Banque de France publié jeudi n'est guère moins insignifiant que les précédents. L'encaisse métallique a fléchi de 781 à 772 millions, mais cette diminution trouve exclusivement sa contre-partie dans la diminution des comptes particuliers qui ont fléchi, de leur côté, de 271 à 257 millions. Le chiffre du portefeuille, qui a baissé de 2 millions, témoigne toujours de la stagnation commerciale. La circulation des billets a fléchi de 1,014 à 1,011 millions. Le compte du Trésor a baissé de 131 à 127 millions. Le chapitre des avances n'a presque pas varié.

On a répondu à la bourse de Paris le bruit que le gouvernement préparait la formation d'une armée de l'Est et d'une armée du Nord; la première de 200,000 hommes, l'autre de 150,000 hommes. Ces nouvelles, dit le *Bulletin de Paris*, sont dénuées de fondement.

On lit dans l'*Observateur d'Avrès* : « On parle du prochain départ du 8^e hussard, qui serait, dit-on, appelé à faire partie d'un camp formé à Saint-Maur, près Paris. »

« Nous ne donnons que sous toutes réserves cette nouvelle, qui nous paraît assez invraisemblable. »

Au 1^{er} janvier 1867, l'effectif de l'armée française, compris celui de l'Algérie et du Mexique, était de 395,435 et l'effectif de la réserve de 255,614 hommes, soit un total de 651,099 hommes.

On écrit de Paris.

Le fusil Chassepot dont parlent tant de gens sans même l'avoir vu, ne tardera pas à être aussi connu de tous que l'arme à percussion. Il est maintenant aux mains de plusieurs régiments de la garde impériale. Les chasseurs à pied en sont notamment pourvus. Tout récemment, dans la plaine de Satory, à Versailles, des soldats faisaient l'exercice avec cette arme nouvelle, que déjà ils maniaient avec une dextérité remarquable. Dans le précipité ils ont tiré douze coups par minute. J'en ai vu qui s'en servaient pour la première fois; leurs premiers coups ont labouré la terre, mais ils n'ont pas tardé à rectifier leur tir, et cela si promptement et si bien qu'à la troisième reprise toutes les balles arrivaient dans la cible.

Dans le tir ordinaire, c'est à-dire réglementé de manière à prolonger sa durée, sept hommes, mis dans la position à genoux, ont tiré 9 coups à la minute. Sur 63 balles, 47 ont porté droit dans la cible à une distance de 300 mètres, et pas un coup n'a raté.

Le fusil prussien, comme vous le savez, a moins de portée; l'un de ses graves inconvénients est de s'encrasser, et, au bout de quelque temps, de fonctionner très-irrégulièrement par suite d'une assez grande déperdition de gaz qui résulte d'une insuffisance d'obturation. En outre, le calibre de leur fusil est plus gros que celui du nôtre, et par conséquent, plus difficile à manier.

D'après un télégramme de Berlin que publie l'*Etendard*, le gouvernement prussien veut consulter, sur la question du Luxembourg, les Chambres prussiennes qui seront convoquées dans une quinzaine de jours.

On sait que M. Goeben a été nommé tout récemment gouverneur de la forteresse de Luxembourg. M. de Goeben est l'aide-de-camp et l'ami du roi Guillaume.

« Il est bon de rappeler, dit à ce sujet le *Mémorial diplomatique*, que l'article 4 de la convention du 8 novembre 1816 confère au gouverneur du Luxembourg pleins pouvoirs sur la ville en cas de guerre ou de menace de guerre, et que l'article 8 de la même convention étend au besoin ces pouvoirs au territoire avoisinant, sans que le gouverneur prussien ait à rendre des comptes à d'autres qu'à son souverain, le Roi de Prusse. »

L'*Etendard* réitère, contre les contestations de plusieurs journaux, son affirmation relative à l'identité de vues et de conduite de la Russie et de l'Angleterre sur la question du Luxembourg. Le gouvernement du Czar est formellement d'avis que la Prusse n'a aucun droit ni sur la forteresse ni sur le Duché lui-même.

Un journal attribue à M. Rouher les paroles suivantes, qu'il aurait adressées à un membre de l'opposition : « Je ne croyais pas à la paix, il y a quatre jours; aujourd'hui, elle me paraît sûre. »

L'Union de Luxembourg déclare apocryphe la pétition publiée par la *Presse*, de Paris, aux termes de laquelle les signataires priaient le roi-grand-duc d'accéder au désir de la France en consentant à l'annexion.

On écrit de Londres : « On admet ici que la Prusse se référant aux traités de 1839, et la France, acceptant cette manière de voir, la question du Luxembourg est entrée dans une phase diplomatique. Avant de faire un seul pas maintenant, il faut attendre que

l'Autriche, l'Angleterre et la Russie aient donné leur avis. Le bruit courait que l'Autriche et l'Angleterre avaient offert leur médiation, mais, évidemment, il n'y a pas encore lieu à une pareille offre. »

On lit dans la *Gazette nationale*, de Berlin, du 6 avril :

« Nous désirons vivre en bonne amitié et en paix avec le peuple français. Nous croyons aussi que si l'agitation de ce grand peuple, produite par les événements de l'été passé, et qui menace de se tourner contre le système gouvernemental intérieur, n'est pas détournée artificiellement vers l'extérieur, et que, si on laissait aux esprits la liberté qu'ils réclament, nous croyons qu'alors la question des frontières naturelles s'évanouirait dans la pensée des Français. Mais nous voulons, pendant qu'il est encore temps, avertir sérieusement ceux qui à Paris entretiennent l'amitié contre nous. Nous ne touchons pas aux frontières françaises, mais qu'on respecte les nôtres. Nous espérons que l'interpellation de Bennigsen donnera à penser aux cerveaux brûlés et aux ambitieux de France, et leur montrera qu'il y a plus en jeu de leur côté que du nôtre dans cette question du Luxembourg, provoquée si légèrement. »

Nous nous abstenons de commentaires. Ce passage de la *Gazette nationale* montre suffisamment quel est l'état des esprits à Berlin.

La *Gazette de la Croix* traite assez légèrement la fameuse réunion qui a eu lieu à Berlin, dimanche passé, à la salle de l'Alhambra; « cette assemblée, dit le journal prussien, avait été arrangée par des personnages tout à fait insignifiants et tout aussi étrangers au gouvernement prussien qu'ils peuvent l'être aux rédacteurs des journaux français. A Berlin, personne ne parle de ce soi-disant meeting national, et il est à regretter qu'on ait signalé par le télégraphe aux journaux de l'Europe occidentale. Car, par cette transmission, il a acquis à Paris une importance qui n'a aucune raison d'être. Ce n'est que lundi soir, et par les journaux, qu'on a eu connaissance de cette affaire à Berlin même, et le peu de mot qui a été dit, n'a été accueilli partout qu'avec ennui et indifférence. »

D'un autre côté, on mande de Berlin qu'en dépit des nouvelles plus pacifiques qui circulent, l'agitation de l'opinion publique continue. C'est principalement dans les cercles diplomatiques que se propage l'inquiétude; dans ces cercles, on ne cesse de prédire la guerre. M. de Bismarck pousse l'activité jusqu'à la limite extrême; il travaille à la lettre nuit et jour. Il envoie des dépêches dans toutes les directions, à Paris, à Londres, à Vienne, à Saint-Petersbourg, à Florence, et aux gouvernements des Etats allemands du Sud. Il est difficile de comprendre comment les forces épuisées du premier ministre peuvent résister à tant d'efforts.

Des avis de Rendsbourg portent que la forteresse de cette ville, par suite des nouveaux travaux qui viennent d'y être exécutés, a été élevée au premier rang pour garantir le Schleswig contre une attaque du côté de la mer. Par un décret royal, la langue allemande vient d'être introduite dans les débats judiciaires des tribunaux du Schleswig du nord.

On avait parlé de la prochaine occupation de la forteresse de Rastadt par les troupes prussiennes. Jusqu'ici, ces troupes n'ont point paru; mais la *Gazette de Carlsruhe* fait remarquer avec raison qu'après la conclusion de l'alliance offensive et défensive entre la Prusse et le grand-duché de Bade, l'entrée des Prussiens dans la citadelle badoise serait un événement dont personne ne saurait être surpris. Bade ne possède pas assez de troupes appartenant aux armes spéciales, pour suffire, par ses propres forces, au service complet de la place.

Pour extrait : J. REBOUX.

CHRONIQUE LOCALE & DÉPARTEMENTALE

On affirmait depuis quelques jours que M. Ernout-Bayart, maire de la ville de Roubaix, avait donné sa démission.

Cette nouvelle n'est pas exacte, nous pouvons la démentir de la façon la plus absolue.

Le jugement d'expropriation pour les grands travaux d'utilité publique qui doivent être exécutés à Roubaix, a été rendu le 6 courant.

Les noms des membres du jury d'expropriation seront publiés dans le courant du mois de mai.

En exécution du décret du 15 janvier 1867 et de l'arrêté préfectoral en date du 22 mars dernier qui fixent le tableau de la population officielle de la ville de Roubaix à 64,706 habitants dont 51,983 agglomérés, et conformément au travail du dénombrement de ladite population, établi au registre déposé au secrétariat de la Mairie de cette commune, les limites de l'agglomération pour la perception des droits d'entrée au profit du Trésor, sont